

Tsar et la paix (Le)

Alexandre I^{er} et Nicolas II face à la militarisation de l'Europe

Auteur-e-s:

[Marie-Pierre REY](#) ^[1]

Résumé

L'empire russe donne facilement l'image d'un régime belliciste. Pourtant, par deux fois, les tsars ont été à l'origine d'initiatives originales et audacieuses en faveur de la paix et de la sécurité de tout le continent européen. En 1804, Alexandre I^{er} lance le projet ambitieux et visionnaire d'une ligue pacifiste des États d'Europe pour faire pièce à l'impérialisme napoléonien. Mais il se heurte au scepticisme de la diplomatie britannique et ne donne finalement naissance qu'à la Sainte Alliance, conclue en septembre 1815. Près d'un siècle plus tard, en 1899, Nicolas II œuvre pour la réunion d'une grande conférence sur le désarmement. La conférence de La Haye échoue sur cette question mais fait progresser le droit humanitaire en adoptant des décisions majeures en faveur de la protection des populations civiles et des prisonniers en temps de guerre.

Article

Lorsque, en 1472, le grand-prince Ivan III de Moscovie épouse la nièce du dernier empereur, Sophie Paléologue (1455-1503), il se proclame l'héritier de la tradition impériale romano-byzantine. Moscou devient la « troisième Rome », veillant sur la chrétienté orientale. Avec leur petit-fils Ivan IV « le Terrible » (1547-1584), le pouvoir devient absolu. Il se fait sacrer « tsar de toutes les Russies » et règne en autocrate, c'est-à-dire en ne rendant de comptes qu'à Dieu. L'État russe fait de la guerre un instrument majeur de sa puissance, au fil de son expansion vers le sud, l'est et l'ouest, prenant le nom d'empire sous le règne de Pierre le Grand (1682-1725). Toutefois, comme le *basileus* avant lui, le souverain russe se veut aussi le défenseur de la paix qui doit prévaloir entre les chrétiens. Il y a ainsi des moments, un peu oubliés aujourd'hui, où la Russie promeut la paix et la sécurité dans toute l'Europe. À ce titre, les initiatives portées par les tsars Alexandre I^{er} (1801-1825) et Nicolas II (1894-1917) méritent d'être mises en avant.

Alexandre I^{er} : promoteur d'une ligue des nations d'Europe

En août 1804, décidé à entrer dans la nouvelle coalition antinapoléonienne, Alexandre I^{er} envoie un émissaire secret, le comte Nikolaï Novossiltsev (1761-1838), auprès du Premier ministre britannique

William Pitt (1757-1806). Il s'agit ainsi de sceller une alliance militaire et de proposer un projet européen d'envergure. Pour Alexandre I^{er}, en effet, il est crucial d'opposer une alternative idéologique à la séduction de Napoléon et de ses idées « subversives ». Il élabore donc avec son conseiller diplomatique, le prince Adam Czartoryski (1770-1861), un plan qu'il détaille dans ses instructions secrètes à Novossiltsev.

Le tsar suggère de doter tous les pays qui auront été libérés de la tutelle française d'un régime constitutionnel ; surtout, il propose la mise sur pied une fédération européenne, qu'il s'agit de bâtir « dans le respect du droit des gens » et sur des principes formalisés dans « un traité qui devienne la base des relations réciproques des États européens ». Dans cette fédération, le recours à la médiation et à la négociation devrait être systématique. Des valeurs politiques partagées seraient énoncées. Les décisions communes adoptées se substitueraient au droit national. À terme, une force militaire commune permettrait de garantir et de faire respecter les textes adoptés. Original et ambitieux, le projet échoue à convaincre le sceptique ministre Pitt. Seule l'alliance militaire entre les deux pays est conclue.

Toutefois, le tsar ne renonce pas. Napoléon défait, il relance son projet dans un tout autre esprit.

Devant l'invasion napoléonienne de 1812, Alexandre I^{er} a redécouvert la foi. Sa religiosité personnelle s'accorde, cette fois-ci, avec un climat européen de retour à la tradition monarchique et chrétienne, après la parenthèse révolutionnaire.

La Sainte-Alliance : du projet pacifiste à l'outil de domination

En juin 1815, le tsar propose à l'empereur d'Autriche François I^{er} (1804-1835) et au roi de Prusse Frédéric-Guillaume III (1797-1840) la signature d'une Sainte-Alliance. Définissant les trois États catholique, protestant et orthodoxe comme appartenant à une seule et même famille, la « nation chrétienne », elle aspire à promouvoir entre eux des relations fraternelles, harmonieuses et pacifiques, conformes à l'idéal de charité chrétienne.

Le texte suscite immédiatement méfiance, ironie et sarcasmes, mais la position dominante de la Russie contraint l'Autriche et la Prusse à y adhérer. Le 26 septembre 1815, la Sainte-Alliance est conclue après avoir été expurgée par le chancelier autrichien Klemens von Metternich (1773-1859) de tout ce qu'elle pouvait contenir de subversif, comme l'allusion à la « fraternité des sujets » des trois monarques, jugée trop libérale.

Un an plus tard, le 21 mars 1816, Alexandre I^{er} propose dans une lettre confidentielle adressée au Premier ministre britannique Lord Castlereagh (1769-1822), une « réduction simultanée des forces armées de toute sorte dont l'entretien sur le pied de guerre affaiblit la crédibilité des traités existants

et constitue un lourd fardeau pour tous les peuples ». L'empereur est désireux d'installer de manière concrète la paix en Europe. Il veut aussi alléger le coût de la défense pour son empire, ravagé par la guerre de 1812. Le projet est jugé irréaliste par le gouvernement britannique.

L'évolution du contexte européen amène Alexandre I^{er} à des positions de plus en plus rétrogrades. En Espagne (1817), en Allemagne (1817), en Italie (1820), des troubles libéraux et nationalistes éclatent. Le phénomène touche même modestement la Russie. Aussi, dès 1820, la Sainte-Alliance n'est plus qu'un instrument répressif au service de la contre-révolution.

L'échec est donc au rendez-vous mais avec ses espoirs de fédération européenne et de désarmement, Alexandre I^{er} préfigure les projets de sécurité collective de l'entre-deux-guerres. Après deux tsars guerriers (Nicolas I^{er} et Alexandre II) puis le seul empereur russe dont le règne n'ait pas connu de guerre (Alexandre III), Nicolas II est aussi à l'origine de projets pacifistes d'une grande modernité.

Nicolas II et les conférences sur la paix

Comme Alexandre I^{er} avant lui, Nicolas II souhaite alléger les dépenses militaires qui grèvent le budget impérial. Il a peut-être aussi conscience, comme son père Alexandre III, qu'une guerre pourrait ruiner le fragile État russe. Il est surtout très sensible aux arguments pacifistes d'Ivan Bloch (1836-1902) sur le suicide que représenterait une guerre moderne. Aussi, en 1898, le comte Mouraviev (1845-1900), ministre des Affaires étrangères, élabore deux notes successives adressées au pape (12 août) puis aux puissances étrangères (30 décembre). Elles proposent la tenue d'une conférence internationale afin de « rechercher les moyens les plus efficaces d'assurer à tous les peuples les bienfaits d'une paix réelle et durable et de mettre avant tout un terme au développement progressif des armements actuels ».

Aussitôt connu, le projet de conférence est plutôt bien accueilli par les différentes chancelleries européennes. Le 18 mai 1899, jour anniversaire de Nicolas II, la première conférence internationale de la Paix s'ouvre à La Haye. Elle réunit 26 pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie et siège jusqu'au 29 juillet. Si elle échoue dans ses projets de démilitarisation de l'Europe et du monde, elle remporte tout de même des succès, en s'efforçant d'humaniser la guerre et en faisant avancer le droit international.

Certaines armes et pratiques sont désormais interdites, comme le lancement de projectiles et d'explosifs du haut des aérostats et l'usage des gaz asphyxiants, des baïonnettes en dents de scie et des munitions à balle expansive. Un statut des prisonniers de guerre est adopté. La conférence est en outre à l'origine de l'instauration d'une Cour permanente d'arbitrage, définie par l'article 16 de la convention de 1899 comme « le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler

les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques ». Enfin, c'est aussi au délégué russe, le juriste Martens, omniprésent durant la conférence, que l'on doit la clause qui, inscrite dans le préambule de la convention sur les lois et coutumes de la guerre sur terre, affirme solennellement que, en temps de guerre, les populations et les belligérants devront rester « sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens ».

En 1907, une seconde conférence se tient de nouveau à La Haye. Mais c'est surtout après le cataclysme de la Seconde Guerre mondiale qu'une autre conférence, tenue à Genève en 1949, donne un souffle nouveau aux principes de 1899, initiés par un empereur pourtant imprudemment belliciste face au Japon en 1904-1905 et contraint à l'abdication par la révolution de février 1917, née de la Première Guerre mondiale.

Bibliographie:

Carrère d'Encausse, Hélène, *Nicolas II, la transition interrompue. Une biographie politique*, Paris, Fayard, 1996.

Rey, Marie-Pierre, *Alexandre I^{er}, le tsar qui vainquit Napoléon*, Paris, Flammarion, 2013 (2^e éd.)

URL source: <https://ehne.fr/article/humanisme-europeen/cultures-de-paix/le-tsar-et-la-paix>

Liens

[1] <https://ehne.fr/auteur/marie-pierre-rey>